

A Nantes, le 11 octobre 2026.

DE LA JEUNESSE AU MONDE DU TRAVAIL, AMPLIFIONS LA MOBILISATION !

Depuis plusieurs semaines, étudiant-es et lycéen-nes se mobilisent. Dans les lycées comme dans les universités, ils et elles réclament des moyens pour étudier, des personnels en nombre suffisant, des conditions de vie dignes et le droit d'envisager un avenir qui ne soit pas fait de précarité, d'austérité et de renoncements.

Face à cette mobilisation, le gouvernement tente maintenant de gagner du temps. Il reconnaît que la colère qui s'exprime « ne vient pas de nulle part » sans toutefois en expliciter davantage l'origine, et renvoie ses premières réponses à la fin du mois d'octobre. Autrement dit : attendre les vacances scolaires, laisser passer le mouvement en espérant qu'il s'essouffle.

En plus de jouer la montre, le ministre de l'Éducation nationale annonce, pour ceux et celles qui le croiraient encore, le recrutement dans l'urgence de 3 000 professeur-es : une énième opération de communication destinée avant tout aux médias de masse pour donner l'illusion d'un sursaut de prise en compte démocratique.

Car non 3 000 postes d'enseignant-es n'ont pas été créés. Le ministère mobilise des titulaires sur zone de remplacement qui appartiennent déjà à l'Éducation nationale, et sont déjà en poste. Faire effectuer demain quelques heures supplémentaires dans un autre établissement à un-e enseignant-e ne crée ni un emploi ni un personnel supplémentaire.

Au-delà de ces effets d'annonce, c'est bien la question des choix politiques qui est posée. Car ce que réclame aujourd'hui la jeunesse ne s'arrête ni aux portes des lycées ni à celles des universités. Demander des moyens pour l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche, pouvoir se loger, se nourrir, se déplacer, envisager un emploi et une vie dignes, revient à interroger la manière dont les richesses sont produites et réparties dans ce pays.

À Nantes comme ailleurs, les occupations et les dégradations de certains sites ne peuvent donc servir à résumer ni à disqualifier un mouvement étudiant qui porte des revendications bien plus larges. Les questions posées demeurent : quels moyens voulons-nous consacrer à l'enseignement supérieur et à la recherche ? Quelles conditions d'études voulons-nous garantir ? Et quel avenir désirable proposons-nous réellement à cette génération ?

La précarité que l'on impose aujourd'hui aux étudiant-es prépare celle que l'on retrouvera demain dans l'emploi. Les services publics dont on réduit aujourd'hui les moyens sont ceux auxquels nous devons toutes et tous pouvoir accéder. Et les politiques qui prétendent qu'il n'y aurait plus d'argent pour l'école, l'université, l'hôpital ou nos salaires sont les mêmes qui demandent aux salarié-es du privé d'accepter suppressions d'emplois, délocalisations, restructurations et recul de leurs droits, alors m^{me} que les subventions publiques versées aux entreprises alimentent les dividendes plutôt que l'emploi et les salaires.

C'est pourquoi Solidaires 44 appelle à faire du mardi 13 et du samedi 17 octobre des journées de grève et de mobilisation de la jeunesse, des agent-es des services publics et des salarié-es du privé.